

Unité départementale de l'Oise
44 rue de Tournai
CS 40259 – 59019 LILLE cedex

Lille, le 11 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHIMIREC VALRECOISE

ZI SUD 79 RUE AUGUSTE BONAMY
60130 ST JUST EN CHAUSSEE

Références : IC-R/0150/22-SLT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement CHIMIREC VALRECOISE implanté ZI SUD 79 RUE AUGUSTE BONAMY 60130 ST JUST EN CHAUSSEE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC VALRECOISE
- ZI SUD 79 RUE AUGUSTE BONAMY 60130 ST JUST EN CHAUSSEE
- Code AIOT dans GUN : 0005101539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société CHIMIREC VALRECOISE exploite sur le site de Saint-Just-en-Chaussée des activités de collecte, de transit, de regroupement et de traitement de déchets. Celles-ci sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2007, complété par les arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral complémentaire du 5 juin 2014 relatif à la dispense d'identification des déchets prévue par l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2014 relatif aux garanties financières ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 4 avril 2018 relatif aux modifications des conditions d'exploitation du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de l'incident ayant conduit à un départ de feu le 22/03/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration des incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 17/09/2007, article 2.5.1	/	Sans objet
Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 17/09/2007, article 8.5.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités avec les dispositions applicables au site. En effet, l'exploitant a mis en place des procédures de tri adaptées aux déchets réceptionnés et l'incident a été maîtrisé rapidement.

A priori, d'après les éléments transmis par les services de secours à la préfecture, l'incident n'a pas eu de conséquences sur l'environnement ou les personnes.

En tout état de cause, ces points devront être abordés dans le rapport d'incident attendu conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration des incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2007, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents / accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a déclaré le départ de feu auprès de l'inspection le 22/03/22 vers 15h15. <u>- Description de l'incident</u> Dans le cadre de la visite d'inspection, l'exploitant a détaillé le déroulé de l'incident. L'opérateur intervenant au niveau du broyeur a pris son poste en début d'après-midi. L'incident a débuté à 14h, peu après la prise de poste de l'opérateur. Une détonation a été entendue 30 secondes après passage des déchets dans le broyeur. L'installation a été mise à l'arrêt immédiatement. Un dégagement de fumée a été constaté dans le bac contenant les broyats. Après avoir déclenché l'alarme incendie manuellement, l'opérateur a sorti le bac situé sous le broyeur et contenant les broyats pour l'isoler dans la cour. Des flammes étant apparentes, l'exploitant est intervenu avec un extincteur à mousse, puis en arrosant avec un bac d'eau. Le départ de feu n'étant pas maîtrisé, l'exploitant a contacté les services de secours vers 14h15. Il indique que les pompiers sont arrivés sur le site 40 minutes après l'appel, soit vers 15h. Les pompiers ont arrosé le bac avec un mélange eau et mousse, puis ont suivi le refroidissement pendant 1h. La fin d'intervention a eu lieu vers 18h. L'exploitant indique que l'origine de l'incident pourrait être la présence de galets de chlore parmi les déchets. En effet, une odeur de chlore a été ressentie pendant l'intervention (odeur toujours présente au moment de l'inspection).

Lors de la visite du site, le bac de broyats était toujours présent sur le site. L'exploitant indique que le bac serait vidangé le jeudi 24 mars afin d'identifier la cause éventuelle de l'incident.

- Gestion des déchets sur le site

L'exploitant indique que les déchets traités au niveau du broyeur sont constitués d'emballages et de déchets pâteux (peintures, vernis, mastics...) relevant de la filière ECODDS (éco-organisme en charge de la gestion des déchets diffus spécifiques). S'agissant de déchets provenant de déchèteries, l'exploitant indique que les contenants ne sont pas ouverts pour vérification, cette opération doit être réalisée par les déchèteries.

L'exploitant a présenté les procédures de gestion des déchets mises en place sur le site :

- la procédure "Contrôle des déchets sur site" détaille les contrôles à mener au moment de la réception des déchets. Pour les déchets solides broyables, un contrôle visuel du contenant est réalisé lors du tri.
- la procédure "Tri du pâteux ECODDS" décrit le mode opératoire du tri selon les directives du contrat ECODDS.

Les déchets issus du tri sont répartis en 2 catégories :

- les déchets non broyés qui sont envoyés vers une filière de traitement tels quels,
- les déchets qui subissent une étape de broyage avant d'être redirigés vers une filière de traitement final.

Observations : En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, il est rappelé à l'exploitant qu'un rapport d'accident devra être transmis à l'inspection.

Ce rapport devra préciser les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Conformément à l'art 2.5.1 de l'arrêté préfectoral, ce rapport devra être transmis sous 15 jours.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2007, article 8.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : La totalité des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie doit être collectée et recueillie dans un bassin de confinement ou tout dispositif équivalent. Ce bassin dispose d'un volume minimal de 635 m3 (la fermeture de l'électrovanne située à proximité du bassin de confinement permet à ce bassin de passer d'un volume de 100 m3 à 635 m3). Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Ces organes sont à sécurité positive.
Constats : L'exploitant indique que la fermeture de la vanne d'isolement des eaux d'extinction a été réalisée au moment du déclenchement de l'alarme incendie. Lors de la visite du site, l'exploitant a présenté l'emplacement de la vanne d'isolement. Le bassin de rétention des eaux d'extinction était en cours de vidange au moment de l'inspection. Par ailleurs, des boues sont présentes au fond du bassin, l'exploitant indique qu'un curage du bassin doit être réalisé.
Observations : L'exploitant fournira l'ensemble des justificatifs issus de l'élimination des eaux d'extinction et du curage du bassin de rétention. Lors de la visite du site, il a été constaté que la procédure portant sur la conduite à tenir en cas d'accident affichée sur le site ne mentionne pas la fermeture de la vanne d'isolement sur le réseau d'eaux pluviales. Bien que cette action ait été réalisée lors de l'incident, il conviendrait que l'exploitant complète la procédure affichée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet